

*PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE LA CORNE*

*RÈGLEMENT NUMÉRO 160 CONCERNANT LA
CIRCULATION DES CAMIONS, DES VÉHICULES DE
TRANSPORT D'ÉQUIPEMENT ET DES VÉHICULES-OUTILS*

ATTENDU que le paragraphe 5^e de l'article 626 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2) permet à la municipalité d'adopter un règlement pour prohiber la circulation des véhicules routiers sur son territoire;

ATTENDU qu'il est nécessaire de réglementer la circulation des camions, des véhicules de transport d'équipement et des véhicules-outils sur les chemins publics dont l'entretien est à la charge de la municipalité afin d'assurer la protection du réseau routier, la sécurité des citoyens et la tranquillité des secteurs résidentiels;

ATTENDU qu'un avis de motion du présent règlement a été donné par monsieur Eric Comeau lors d'une séance du conseil tenue le 2 avril 2007.

EN CONSÉQUENCE, le conseil municipal statue et ordonne ce qui suit :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le présent règlement porte le titre de Règlement concernant la circulation des camions, des véhicules de transport d'équipement et des véhicules-outils et le préambule qui précède en fait partie intégrante.

ARTICLE 2 DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

***camion** : un véhicule routier, d'une masse nette de plus de 3000 kg fabriqué uniquement pour le transport de biens, d'un équipement qui y est fixé en permanence et de biens;*

***véhicule-outil** : un véhicule routier, autre qu'un véhicule monté sur un châssis de camion, fabriqué pour effectuer un travail et dont le poste de travail est intégré au poste de conduite du véhicule. Pour les fins de cette définition, un châssis de camion est un cadre muni de l'ensemble des composantes mécaniques qui doivent se retrouver sur un véhicule routier fabriqué pour le transport de personnes, de marchandises ou d'un équipement;*

véhicule de transport d'équipement : un véhicule routier dont la masse nette est de plus de 3000 kg utilisé uniquement pour le transport d'un équipement qui y est fixé en permanence et de ses accessoires de fonctionnement. Ne sont pas visés par cette définition, les véhicules d'urgence et les véhicules servant ou pouvant servir au transport d'autres biens.

véhicule routier : un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin; sont exclus des véhicules routiers les véhicules pouvant circuler uniquement sur rails et les fauteuils roulants mus électriquement; les remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers.

livraison locale : la livraison effectuée dans une zone de circulation interdite et signalisée par un panneau qui autorise les conducteurs de camion, de véhicules de transport d'équipement et de véhicule-outils à circuler dans cette zone de circulation interdite afin d'effectuer l'une ou l'autre des tâches suivantes sur cette route :

- ❖ prendre ou livrer un bien;
- ❖ fournir un service;
- ❖ exécuter un travail;
- ❖ faire réparer le véhicule;
- ❖ conduire le véhicule à son point d'attache.

point d'attache : le point d'attache du véhicule fait référence au lieu d'affaires de l'entreprise, c'est-à-dire au lieu de remisage du véhicule, au bureau, à l'entrepôt, au garage, ou au stationnement de l'entreprise.

ARTICLE 3

DÉSIGNATION

La circulation des camions, des véhicules de transport d'équipement et des véhicules-outils est interdite sur les chemins suivants, lesquels sont indiqués sur le plan annexé au présent règlement pour en faire partie intégrante :

- Le 5^e et le 6^e rang Est.
- Le rang des Montagnes.
- La 1^{ère} avenue.
- La 1^{ère} rue.
- La rue Savard.
- Chemin La Corne-Québec-Lithium de la limite municipale Ouest (Saint-Marc-de Figury) jusqu'à l'intersection du chemin Fischer-Québec-Lithium.
- Chemin Fisher-Québec-Lithium de la limite municipale Nord (Landrienne) jusqu'à la limite municipale Est (Barraute).

ARTICLE 4

EXEPTION

L'article 3 ne s'applique pas aux camions, aux véhicules de transport d'équipement et aux véhicules-outils qui doivent se rendre à un point auquel ils ne peuvent accéder qu'en pénétrant dans la zone de circulation interdite afin d'y effectuer l'une ou l'autre des tâches visées par la livraison locale.

En outre, il ne s'applique pas :

- a) aux véhicules hors normes circulant en vertu d'un permis spécial de circulation autorisant expressément l'accès au chemin interdit;*
- b) à la machinerie agricole, aux tracteurs de ferme, et aux véhicules de ferme, au sens du Règlement sur l'immatriculation des véhicules routiers (décret 1420-91 du 16 octobre 1991);*
- c) aux dépanneuses.*

Les exceptions prévues au présent article sont indiquées par une signalisation du type P-130-P ou P-130-20 autorisant la livraison locale.

ARTICLE 5

ZONES

À moins d'indications contraires sur le plan annexé au présent règlement, chaque chemin interdit ou partie de chemin interdit forme une zone de circulation interdite.

Toutefois, s'ils sont contigus, ils forment une même zone de circulation interdite.

Lorsque lesdits chemins et un chemin interdit que le ministère des Transports ou une autre municipalité entretient sont contigus, ils font partie, à moins d'indications contraires, d'une zone de circulation interdite commune comprenant tous les chemins interdits contigus.

La zone de circulation interdite est délimitée par des panneaux de signalisation qui doivent être installés, conformément au plan annexé au présent règlement, aux extrémités des chemins interdits qui en font partie, à leur intersection avec un chemin où la circulation est permise. Ces panneaux de signalisation doivent être du type P-130-1 auquel est joint le panneau P-130-P, ou du type P-130-20.

Ailleurs qu'aux extrémités de la zone de circulation interdite, les chemins interdits peuvent être indiqués par une signalisation d'information du type P-130-24 qui rappelle la prescription P-130-P ou P-130-20 notamment aux extrémités du territoire municipal.

ARTICLE 6

DISPOSITIONS PÉNALES

Quiconque contrevient à l'article 3 commet une infraction et est passible d'une amende identique à celle prévue au Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2)ⁱ

ARTICLE 7

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement¹ entrera en vigueur dès qu'il aura reçu l'approbation du ministre des Transports conformément à l'article 627 du Code de la sécurité routière.

Michel Lévesque
Maire

Kathleen Guévin
Secrétaire-trésorière

Avis de motion donné le : 2 avril 2007
Règlement adopté le : 7 mai 2007
Règlement publié le : 9 mai 2007
Règlement en vigueur le : 2007

CERTIFICAT DE PUBLICATION (article 420 du Code Municipal)

Je, soussignée, Kathleen Guévin, secrétaire-trésorière de la municipalité de La Corne, résidant au 451, rue Des Pins Amos, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié l'avis ci-annexé en affichant le nombre de copies nécessaires aux endroits désignés par le Conseil entre 9h00 et 17h00 le 9^e jour de mai deux mille sept.

En foi de quoi, je donne ce certificat, ce 9^e jour de mai deux mille sept.

Références : « Règlement no 160 concernant la circulation des camions, des véhicules de transport d'équipement et des véhicules-outils.

Kathleen Guévin
Secrétaire-trésorière

ⁱ En vertu de l'article 647 du Code de la sécurité routière, les amendes doivent être égales à celles imposées par le Code pour des infractions de même nature. En vertu de l'article 315.2 du Code, l'amende prévue est de 175 \$ à 525 \$.
